



Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Rabii YOUSSEUS

Transports et Mobilité - Tramway 5ème ligne - Convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole pour le dévoiement et le renouvellement de canalisations d'eau potable - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier entre Lavérune et Prades-le-Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Métropole a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Métropole, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 5^{ème} ligne de tramway.

Par délibération n°11737 du 25 juillet 2013, le Conseil s'est prononcé sur l'intérêt général de la réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656 du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément aux recommandations de la commission d'enquête, cette opération a débuté par le bouclage de la Ligne 4, inauguré le 1^{er} juillet 2016, qui constitue le premier maillon de la ligne 5 de tramway.

Par délibération n°M2018-149 du 26 avril 2018, le Conseil a approuvé la demande de prorogation de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de la Ligne 5 et par arrêté n°2018-I-638, du 13 juin 2018, Monsieur le Préfet de l'Hérault a prorogé la DUP pour 5 ans.

Dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway, l'ensemble des voiries concernées par le tracé vont être refaites et les réseaux doivent être déplacés lorsqu'ils sont situés sous la future plate-forme.

Deux feeders d'eau potable de diamètre nominal (DN) 1000 et de diamètre nominal (DN) 1300, datant de 1936 et 1977, se trouvent impactés par le tracé du tramway route de Mende à Montpellier. Il est nécessaire de procéder au dévoiement et au renouvellement de ces réseaux dans le cadre des travaux du tramway, permettant ainsi à la Régie des Eaux de contribuer au renouvellement, au renforcement et à la sécurisation de son réseau primaire.

Dans ce cadre, il s'agit de :

- remplacer et renforcer le DN1000 route de Mende à Montpellier en un DN1300,
- réhabiliter par tubage le DN1300 route de Mende,
- procéder au dévoiement du DN1000 sous la rue Pezet, hors des emprises tramway.

La convention a pour objet d'organiser les modalités de maîtrise d'ouvrage et de financement des dévoiements des feeders d'eau potable DN1000 et DN1300, dans le secteur de la route de Mende à Montpellier, nécessaires au projet de 5^{ème} ligne de tramway.

Dans ce cadre, il a été décidé d'intégrer aux travaux de construction de la 5^{ème} ligne de tramway, la rénovation et le dévoiement des réseaux DN1000 et DN1300 situés route de Mende, rue du Truel, rue du Docteur Pezet et rue Henri Dunant.

Ces opérations étant fortement imbriquées à l'opération tramway conduite par la Métropole, la Régie des Eaux désigne à cet effet la Métropole afin d'en assurer la maîtrise d'ouvrage.

TaM en sa qualité de mandataire de l'opération Ligne 5 prendra en charge la réalisation de l'ensemble des travaux.

Le coût prévisionnel des travaux s'élève à 19 652 000 euros HT (valeur juillet 2018), soit 23 582 400 euros TTC. La prise en charge financière de ces travaux étant répartie entre la Métropole et la Régie à hauteur de :

- 11 304 000 euros HT à la charge de la Régie, soit 58%,
- 8 347 000 euros HT à la charge de la Métropole, soit 42%.

La Métropole présentera à la Régie un état des dépenses effectuées accompagné des pièces justificatives correspondantes. Les travaux réalisés seront remboursés par la Régie aux coûts réels toutes taxes comprises.

Le paiement du solde interviendra après réception des travaux, sur production d'un récapitulatif des décomptes généraux et définitifs des marchés et des factures, et des procès-verbaux de réception des travaux.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des Eaux pour le dévoiement et le renouvellement de canalisations d'eau potable,
- dire que les crédits nécessaires dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget annexe Transport de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, Mme Carole DONADA, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-74671-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2019 02 22_ConvL5_TravauxAEPrteMende_VF.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.